



***MESSAGE CONJOINT A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE  
LA FEMME***

***8 MARS 2021***

En 1948, l'humanité proclamait son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'Homme à travers une vision audacieuse, celle de faire des hommes et des femmes des êtres égaux devant la loi, l'emploi, l'éducation, la santé pour une société plus juste, libre et équitable.

A partir de 1975 la célébration de la Journée Internationale de la Femme le 8 Mars est devenue une tradition.

Ainsi chaque année, le monde entier célèbre cette journée afin de bâtir un monde où les hommes et les femmes travaillent ensemble en tant que partenaires pour amener des changements.

Cette journée nous amène à faire le bilan des progrès et des obstacles rencontrés dans l'atteinte des objectifs d'égalité des sexes à travers le monde entier.

Le thème retenu pour le 8 Mars 2021 par les Nations Unies est : « **Leadership féminin : Pour un futur égalitaire dans le monde de la Covid-19** ».

Ce thème vient compléter celui de la 65<sup>e</sup> session de la Commission de la Condition de la femme (CSW65) « *Participation pleine et effective des femmes à la prise de décisions dans la sphère publique, élimination de la violence, réalisation de l'égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles* ».

Nous basant sur cette vision universelle de l'avancement des droits de la femme et les thèmes qui nous sont proposés cette année par les Nations Unies, il semble opportun de mettre à contribution la commémoration de cette Journée Internationale de la Femme, pour insister sur les engagements pris et accélérer l'instauration de l'égalité de genres, le leadership de la femme afin d'offrir aux femmes et aux filles de notre région, la pleine jouissance de leurs droits surtout en cette période difficile de la COVID-19.

Selon les différentes études menées sur l'inégalité des genres face à la crise sanitaire due à la pandémie, il s'avère que les femmes ont joué un rôle primordial au regard du fardeau disproportionné qu'elles portent.

En effet, principales gardiennes de leurs familles, ce statut leur confère une place en première ligne dans la riposte à la pandémie en tant que pourvoyeuses de soins à domicile, professionnelles de santé, et pour certaines, en tant que leaders de leurs communautés et de leur pays.

Elles sont ainsi exposées à un risque élevé d'infection et/ou de décès, n'étant toujours pas en possession d'équipements ni de matériels de protection adéquats.

A cause du confinement, il a été relevé une nette augmentation des violences domestiques, en particulier des violences basées sur le genre, caractérisées par des viols et abus sexuels dont les femmes et les filles en sont les premières victimes.

Faute de structures appropriées pour les accueillir, ces victimes se sont retrouvées prisonnières, obligées de vivre avec leur bourreau sous le même toit, malgré les risques qu'elles encouraient.

Cette situation insoutenable appelle à prendre des actions urgentes et à les mettre en œuvre ensemble pour continuer de protéger les communautés notamment les femmes et les filles dont les lieux d'habitation ne constituent plus des endroits sûrs où se réfugier.

La majeure partie des femmes de la région, travaillent dans l'informel, s'adonnent aux tâches domestiques, occupent des postes subalternes parce que peu qualifiées. Elles ne bénéficient par conséquent que de revenus faibles, voire aucun.

L'accès limité aux masques, à l'eau potable pour le lavage des mains, aux soins de santé, constitue un défi majeur dans la plupart des pays, surtout en milieu rural et dans les camps des réfugiés et déplacés, ce qui requiert une attention régionale particulière.

Or, les besoins spécifiques des femmes et des filles doivent être intégrés dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes dans tous les secteurs et à tous les niveaux quant à la prévention, la lutte contre la pandémie et la prise en charge sanitaire.

Au regard de ce qui précède, le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs et la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, dont l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, l'égalité de genre ainsi que l'autonomisation des femmes, font partie intégrante de leurs principales stratégies pour promouvoir la paix, la stabilité, la sécurité et le développement dans la région, en appellent aux Etats membres pour que l'égalité entre les genres dans le monde du travail devienne une réalité, voire un impératif de développement durable, puisque l'autonomisation des femmes et des filles dans ce monde de globalisation équivaut à l'autonomisation des hommes et des familles également.

L'amélioration du statut de la femme doit être notre combat de tous les instants.

Ce qui induit que nos Etats doivent respecter les engagements pris en faveur de l'égalité de genre, les traduire en actes concrets, car on ne peut prétendre faire la paix, assurer la sécurité et le développement en occultant une frange non négligeable de la population.

Les femmes de la Région veulent voir les choses évoluer, bouger, changer.

L'objectif recherché est d'éliminer les barrières qui freinent l'émancipation de la femme afin de favoriser un développement plus équitable et plus inclusif.

Nous devons :

- Impliquer les femmes dans les Mécanismes nationaux de coordination des actions visant la prévention et la lutte contre la pandémie au niveau communautaire, périphérique et central;
- Mettre en œuvre des politiques économiques et sociales qui traitent des problèmes de genre et intégrer la contribution des femmes, des organisations féminines au cœur de la riposte à la pandémie de la COVID-19 ;
- Prendre des mesures de protection sociale de base pour celles qui sont dans le secteur informel ;
- Intégrer les services de Santé Sexuelle et de Reproduction ainsi que de prévention et d'intervention en matière de violence à l'égard des femmes dans les plans d'action nationaux de lutte contre la pandémie;
- Assurer le relèvement économique des groupes vulnérables affectés par la COVID-19 en particulier les groupes dans lesquels les femmes et les handicapés sont fortement représentés pour une relance économique inclusive.